

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE LE LONG VILLIERS

2 rue André Bonin
69004 Lyon

Références : 0010012465/RAPVI/TT/IC240245
Code AIOT : 0010012465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE LE LONG VILLIERS implanté ZV 1 28310 Gommerville. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE LE LONG VILLIERS
- ZV 1 28310 Gommerville
- Code AIOT : 0010012465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 4 éoliennes, mis en service en 2018.

Le jour de l'inspection, la société VALEMO exploite le parc pour le compte de la société Compagnie Nationale du Rhône.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 6 | Essais arrêts | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa | Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 9 | Systèmes Instrumentés de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III | Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 16 | Elimination des déchets | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 17 | Registre Déchets | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 18 | Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Demande de justificatif à l'exploitant | 8 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Intérieur propre et dégagé | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 2 | Accès aux aérogénérateurs | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 3 | Panneau et identification mât | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 4 | Moyens de lutte contre incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet |
| 5 | Registre de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | Sans objet |
| 7 | Contrôle d'intégrité-bridés et fixations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I | Sans objet |
| 8 | Contrôle d'intégrité-contrôles visuels | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II | Sans objet |
| 10 | Systèmes Instrumentés de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV | Sans objet |
| 11 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 | Sans objet |
| 12 | Situations d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 | Sans objet |
| 13 | Moyens de lutte contre projection | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| | de glace | | |
| 14 | Formation et exercices | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |
| 15 | Exercice d'entraînement aux situations d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intérieur propre et dégagé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Risques chroniques, propreté |
| Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : Echantillonnage éolienne CELOV 4. L'intérieur de l'éolienne est maintenu propre et dégagé. Aucun produit inflammable ou combustible n'est entreposé dans l'éolienne. [PdC n°1] : Pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Accès aux aérogénérateurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Accès |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : |

| |
|--|
| Echantillonnage éolienne CELOV 4 : l'accès de l'éolienne est maintenu fermé à clé. |
| [PdC n°2] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Panneau et identification mât

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : Echantillonnage éolienne CELOV 4 : Le panneau d'affichage des risques pour les tiers est présent et contient les mentions réglementaires. [PdC n°3] : pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Moyens de lutte contre incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. |
| Constats : Echantillonnage éolienne CELOV 4 : un extincteur est présent au pied de l'éolienne. Il a été vérifié moins d'un an avant la date de visite d'inspection (juin 2023). |

| |
|--|
| [PdC n°4] : pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Registre de maintenance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le manuel d'entretien de l'installation. Il présente également le tableau avec les dates des maintenances (graissage et contrôle des pâles). Un registre en ligne présente les non conformités et les interventions réalisées à l'issue de ces constats (possibilité d'export).</p> <p>[PdC n°5] : pas d'écart constaté</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Essais arrêts

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les tests sont réalisés dans le cadre de la maintenance annuelle (Master). Les éléments sont repris en cas de défaut sur le logiciel du maintenancier. L'inspection des installations classées constate que la périodicité d'un an n'est pas respectée entre</p> |

| |
|--|
| plusieurs maintenances annuelles (exemple : 04/10/22 et 15/11/23). |
| [PdC n°6] : l'exploitant n'a pas respecté la périodicité d'un an entre les tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 7 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations |
| Prescription contrôlée : |
| I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. |
| Constats : |
| L'exploitant présente les rapports de maintenance annuelle faisant apparaître un contrôle des raccords vissés (mât, pâles). Le contrôle visuel du mât est réalisé par Valemo tous les 2 ou 3 mois. [PdC n°7] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments |
| Prescription contrôlée : |
| II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de |

| |
|---|
| fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. |
| Constats : Valemo procède au contrôle de ces points dans le cadre de visite d'inspection/ronde d'exploitation effectuée tous les 2 à 3 mois. Des rapports de ces inspections du parc éolien sont présentés à l'inspection des installations classées. [PdC n°8] : pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Systèmes Instrumentés de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle. |
| Prescription contrôlée : III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. |
| Constats : L'exploitant présente la liste des SIS. Le contrôle de ces éléments se fait dans le cadre de la maintenance Master et Wind Base (capteur de survitesse, oscillation, détecteurs de fumée). La périodicité de maintenance annuelle n'est pas respectée. [PdC n°9] : l'exploitant n'a pas respecté la périodicité d'un an entre les tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de sécurité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 10 : Systèmes Instrumentés de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, enregistrement des contrôles du SIS |
| Prescription contrôlée : IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : Les contrôles des tests des équipements de sécurité (en particulier en cas de défaut) sont consignés dans le logiciel du maintenancier et dans le registre en machine. [PdC n°10] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures |
| Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. |
| Constats : Les consignes sont reprises dans le plan de prévention de VALEMO et dans un document Safety procédure d'Enercon présentés par l'exploitant lors de l'inspection. [PdC n°11] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Situations d'urgence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Arrêts d'urgence |
| Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. |
| Constats : L'exploitant indique qu'il dispose d'un contact local pour effectuer la levée de doutes suite au déclenchement d'une alarme. Une procédure interne d'alerte sera déployée dans les prochaines semaines. [PdC n°12] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Moyens de lutte contre projection de glace

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Projection de glace |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace. |
| Constats : Les éoliennes sont équipées d'un système de déduction de présence de glace. Elles s'arrêtent en cas de déduction de formation de glace. Remise en route manuelle de l'éolienne. Les 2 machines les plus proches de la route sont équipées de système de chauffage de pale (E1 et E2 de CELOV). |

[PdC n°13] : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation et exercices

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel |
| Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. |
| Constats : L'exploitant présente des justificatifs de formation du personnel VALEMO et des entreprises intervenant dans les installations. [PdC n°14] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel |
| Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. |
| Constats : L'exploitant indique qu'un exercice a été réalisé en 2023 (détecteur incendie) avec compte-rendu et préconisations d'améliorations. Il présente également un registre avec l'ensemble des exercices réalisés sur les parcs gérés par VALEMO. [PdC n°15] : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Elimination des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. |
| Constats : L'exploitant présente les derniers bordereaux de suivi de déchets de l'installation. Ceux-ci sont libellés au nom du centre de maintenance (quantité estimée pour le parc). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le centre de maintenance ne semble pas disposer de la déclaration ICPE nécessaire pour le transit des déchets du parc éolien. [PdC n°16] : les bordereaux de suivi de déchets ne sont pas au nom de la société d'exploitation du parc éolien. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°16] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 17 : Registre Déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de registre des déchets pour son installation</p> <p>[PdC n°17] : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de registre des déchets générés par son installation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°17] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 18 : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi |
| Prescription contrôlée : |

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir reçu d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant un suivi environnemental pour ce parc.

Après échanges avec l'inspection des installations classées, il est convenu que le suivi sera réalisé à partir du 1er avril 2025 selon les modalités précisées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, la confirmation de la commande du suivi environnemental à un bureau d'étude avant le 30 novembre 2024.

[PdC n°18] : le suivi environnemental selon le protocole national 2018 n'a pas été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°18] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois